

## Père Jean Fontaine: "Dans la Constitution, il y a ce qu'il faut pour que les Tunisiens non musulmans puissent vivre en paix en Tunisie"

TAP | Publication: 08/02/2014 18h01 CET

"Il y a dans la Constitution ce qu'il faut pour que les Tunisiens non musulmans puissent vivre en paix en Tunisie", a souligné, samedi, le Père Blanc Jean Fontaine, ancien directeur de l'Institut des Belles Lettres Arabes (IBLA).

Lors d'un séminaire organisé à Tunis, à l'initiative de l'Association "Tounes Al Fatat", en collaboration avec la Fondation allemande Konrad Adenauer-Stiftung, et intitulé "Fils d'Abraham sur la terre de la Tunisie", le Père Jean Fontaine estime, dans une déclaration à l'agence TAP, que "dans sa majorité, la société tunisienne n'est pas prête à accepter les minorités religieuses".

Il a signalé que "la Tunisie compte aujourd'hui 11 millions de musulmans tunisiens, 1400 juifs tunisiens, entre 600 et 800 bahaïtes, près de 400 Tunisiens chrétiens et presque 1000 personnes étrangères non musulmanes mariées à des Tunisiens et ayant obtenu la nationalité tunisienne".

"Les non musulmans sont donc réellement une minorité en Tunisie", a-t-il indiqué, faisant observer que la liberté de conscience et de croyance, inscrites dans la Constitution, doivent être appliquées dans la réalité.

Le Père Jean Fontaine a souligné que chaque individu est libre de choisir sa religion, nul ne doit l'obliger à changer ses croyances pour vivre dans son pays.

### Le rôle important de l'Université et de la société civile

Pour sa part, Habib Kazdaghli, doyen de la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de la Manouba, a souligné le rôle important de l'université dans l'enseignement scientifique de l'histoire de la Tunisie, terre de Tolérance et de diversité culturelle.

Il a estimé que l'université est un espace qui doit rester ouvert à tous les débats afin de promouvoir le dialogue entre les jeunes et consacrer l'esprit d'ouverture, de tolérance et de respect de l'autre.

Kazdaghli a, également, mis l'accent sur le rôle important de la société civile qui, à travers l'organisation de telles manifestations, contribue à l'enculturation des jeunes et de la société en général.

Il a fait remarquer que l'histoire de la Tunisie est basée sur la tolérance et la diversité culturelle et religieuse, signalant que la communauté juive a joué un rôle important dans le mouvement national tunisien.

"Les juifs ont participé à la vie politique et syndicale en Tunisie", a-t-il rappelé. Il a indiqué qu'un grand nombre de Tunisiens de différentes religions ont eu un rôle important dans l'histoire de la Tunisie, estimant que tous les monuments religieux (églises, mosquées, et synagogues) doivent être exploités pour promouvoir le tourisme tunisien et diffuser l'image d'une Tunisie tolérante et ouverte à toutes les cultures et toutes les religions.

"Cette diversité est une richesse qui démontre que notre identité tunisienne est plurielle", a-t-il indiqué.

Kazdaghli a, par ailleurs, insisté sur l'impératif de faire la différence d'une part entre juif et sioniste et, d'autre part, entre musulman et terroriste.

"Il y a une grande différence entre l'attitude d'un Etat et la croyance d'un être humain en une telle religion", a-t-il précisé. Il a ajouté que l'interprétation erronée de ces concepts traduit une grande ignorance et incite les jeunes à la violence.

De son côté, Néji Jalloul, universitaire, a confirmé cette thèse indiquant que la société tunisienne a, aujourd'hui, régressé par rapport à l'époque des Fatimides et des Aghlabides où des non musulmans étaient nommés ministres.

Kairouan, capitale de la culture musulmane, a-t-il relevé, comptait des groupements scientifiques juifs et catholiques ainsi que des églises. Les Tunisiens, toutes religions confondues, y cohabitaient dans un climat de paix et de stabilité, alors qu'aujourd'hui il est désolant de voir des Tunisiens dénoncer une probable nomination d'un juif Tunisien à la tête d'un ministère", a-t-il déploré.

"L'islam qu'on veut nous imposer aujourd'hui en Tunisie est étranger à notre culture et à notre histoire basés sur la tolérance et la cohabitation saine entre les différentes religions", a soutenu Néji Jalloul.

Le programme du séminaire comporte plusieurs interventions sur la participation des juifs au mouvement national tunisien, le rôle des artistes juifs dans la musique tunisienne, l'interaction curieuse entre le dialecte tunisien et la langue maltaise, chrétiens et travail humanitaire en Tunisie, la participation des non-musulmans à la vie politique actuelle et la coexistence entre religions après le printemps arabe.

Un grand nombre d'universitaires, de chercheurs et de représentants de la société civile ont pris part à cette manifestation organisée à l'occasion de la semaine internationale de l'harmonie interconfessionnelle.